

SYNTHÈSE DES ATELIERS DEBATS

Oloron Sainte Marie

3ème rencontres des populations de montagnes du Monde.

27-29 septembre 2010

.....
.....

ATELIER 1 : ATOUTS ET DEFIS POUR NOS MONTAGNES

Nos montagnes se dépeuplent. Les communautés paysannes sont menacées de disparaître. Pourtant, les peuples de montagne disposent de savoirs faire ancestraux et d'une très bonne connaissance de éléments naturels qui les entourent (plantes médicinales, gestion de l'eau, culture de terres hostiles, etc.)

Nous vivons notre territoire comme une unité. De fait, les catégories qui nous sont imposées (l'économie qui divise les ressources), n'est pas notre mode d'appréhension du territoire. Nous avons une vision plus globale et intégrale (holistique) qui correspond à nos modes de vie traditionnels.

Nos cultures, la spiritualité montagnarde est partout menacée. Nous avons une culture forte qui "sacralise" les montagnes et ses éléments. C'est un gage de protection et de gestion responsable qui ne conçoit par l'être humain comme étant supérieur à la nature et aux êtres vivants, mais bien faisant parti d'un monde dont il est le dépositaire et qu'il doit transmettre à sa descendance.

La biodiversité, les ressources naturelles, en quantité et qualité exceptionnelles dont disposent nos montagnes, semblent partout menacées de destruction ou d'accaparement au profit d'intérêts extérieurs par : les parcs, la pollution par les mines, l'exploitation du pétrole, la désertification ou la disparition de vallées inondées par les barrages, l'embouteillage de l'eau, les brevets sur le vivant, l'agriculture intensive à grande échelle basée sur les pesticides, les OGM, le tourisme de masse, changement climatique (vécu déjà fortement dans plusieurs massifs comme dans l'Himalaya et les Andes). Le changement climatique inquiète localement et révèle le destin commun que nous partageons.

Dans une logique historique millénaire, les pays du Sud sont, encore aujourd'hui, réduits à fournir des ressources naturelles pour les économies énergivores du Nord et les montagnes pour les plaines. Les montagnards qui "partagent" leurs ressources, restent souvent sans rien pour eux (désertification, destruction par les mines).

Les pressions des marchés internationaux sur les productions locales sont énormes et on des effets désastreux sur les économies de montagne (baisse et variation du prix de la laine d'alpaca, des fruits et légumes, etc.). Nous subissons de plein fouet les variations des cours mondiaux des matières premières, sans bénéficier d'aucun mécanisme de protection de nos « cultures et savoirs faire traditionnels », ni d'aucune aide de la part des Etats. Nos économies

montagnardes sont en danger de disparition dans beaucoup de régions du monde.

Parallèlement, les politiques de conservation (exemple des Parcs) sont dénoncées comme étant :

1) Des facteurs d'exclusion des populations

2) une étape vers la privatisation de nos territoires (qui seront donnés en gestion à des organismes privés).

Le pouvoir des multinationales est partout dénoncé. Sur tous nos territoires, nous constatons qu'il manque de véritables politiques publiques pour répondre aux problèmes actuels. Les lois sont non seulement mal adaptées mais mal appliquées (corruption). Les modèles d'Etat ne conviennent pas ou plus. De plus en plus ils se convertissent de plus en plus en organes de répression et de dépossession des minorités de leurs territoires. Nous aspirons à la constitution d'Etats plurinationaux qui reconnaissent les spécificités des peuples "autochtones". Ni le modèle de gestion publique par l'Etat, ni la privatisation des ressources ne conviennent plus pour garantir l'équité et la justice.

Nous attirons l'attention sur la répression et criminalisation grandissante (accusations de terrorisme, par exemple avec les Touareg du Niger) des individus, des communautés et des peuples qui résistent et revendiquent des droits sur leurs territoires et le droit à l'autodétermination de leur modèle de développement. Partout les peuples de montagne font d'énormes sacrifices pour conserver leurs identités, le contrôle sur leurs territoires, leurs cultures, etc. Nous luttons contre la colonisation de nos esprits.

Nos montagnes sont menacées de ne plus être vivantes. Or, il ne peut pas exister de montagnes vivantes sans montagnards pour les faire vivre.

ATELIER 2 : “PROPOSITIONS ET ACTIONS POUR LES MONTAGNARDS DU MONDE”

Nous avons aujourd’hui besoin, dans tous les massifs du monde, de trouver un nouveau paradigme de vie basé sur le modèle du “bien vivre” andin et de la relation de complémentarité entre l’Homme et la Nature. En repensant le rapport entre l’Homme et la Nature il devient possible de penser et d’expérimenter d’autres formes de démocratie (communautaires, participatives, etc.)

Organisation locale et valorisation de nos savoirs faire et de nos produits

Il nous faut absolument miser sur des projets qui permettent la transformation de la production sur nos territoires (bonne valeur ajoutée). Le produit est plus cher mais il contient une valeur qui n’est pas économique : le respect des modes de vie traditionnels.

Les territoires ont besoin de voir se développer des activités économiques à taille humaine, qui génèrent des revenus pour les populations. Nous sommes tous d’accord pour reconnaître l’avantage de privilégier une économie basée sur des « filières courtes », qui permettent la valorisation locale de la production et des produits de nos montagnes.

Par exemple, le modèle des petites coopératives familiales ou locales sont de bonnes alternatives. Mais elles doivent se fédérer pour résister économiquement. Elles doivent aussi se trouver des marchés pour vendre leur production avec des profits pour les producteurs.

Partout, nous désirons mieux valoriser et faire reconnaître les savoirs traditionnels et la gouvernance locale traditionnelle, qui a évolué dans ses formes pour se moderniser (Comme au Népal avec un processus participatif qui nous permet de nous former aux savoirs faire et aux enjeux et modes de participation politiques).

Les savoirs traditionnels se transmettent par l’éducation. C’est un chantier qui devrait être prioritaire (surtout avec le droit d’étudier dans sa langue d’origine = quechua et Aymara dans les Andes, Amazigh en Afrique du Nord, etc.). Les femmes et les jeunes filles doivent avoir accès à la formation, à l’école et à des métiers qui leur permettent de bénéficier de leur autonomie.

Il n’existe pas de fatalité. Il faut initier un processus de récupération de nos montagnes en faisant reconnaître les spécificités des peuples qui les habitent depuis des millénaires.

Les peuples de montagne ont des manières de vivre qui pensent aux générations futures et à la préservation de notre territoire. Il nous faut conserver ces savoirs et ces valeurs. On est en avance sur les questions qui se posent actuellement avec le manque d’eau, les famines, la désertification, etc.

Nous répétons qu’il n’y a pas de montagnes vivantes sans humains pour l’habiter, l’entretenir, la protéger.

Innovations politiques

Dans les Andes les peuples ont réussi à reconstruire leur unité, avec une volonté de reconstruire leurs territoires, à l’intérieur de leurs ethnies et aussi au delà des frontières

des pays (Colombie, Bolivie, Pérou).

En Bolivie et en Equateur, les tentatives de réappropriation des modes de gestion des ressources sur une base plus démocratique et respectueuse des équilibres naturels nous semblent des alternatives intéressantes.

Dans les pays Africains de l'Est et du Sud, les organisations montagnardes commencent à se connaître, à se structurer en mouvements et à collaborer.

Dans les pays de l'Himalaya, il y a eu des succès dans certains territoires. On a lutté pour sauver la forêt et on a réussi (Inde). Ces mouvements de défense des ressources nous ont permis de construire des mouvements politiques.

La déclaration des peuples autochtones (de l'ONU) est un outil important de lutte pour les communautés montagnardes, qui sont majoritairement des autochtones (Ex : Congrès Mondial Amazigh).

La décentralisation est aussi importante, car elle permet aux montagnards d'exercer leurs compétences dans leurs territoires et de prendre un pouvoir sur la scène politique. Nous sommes souvent les mieux placés pour gérer les situations locales et trouver des réponses adaptées aux besoins et aux problèmes. La société civile est une force alternative importante pour faire face à l'échec des politiques de nos Etats et aux pressions exercées par les marchés économiques.

Il faut promouvoir ou conserver la démocratie participative au niveau local, qui est une spécificité historique des peuples de montagne. Dans les montagnes, la propriété collective et la gestion en commun des ressources est très répandue et importante à conserver et valoriser. Les montagnards réclament partout un droit à se gouverner eux même.

ATELIER 3: QUELLE ORGANISATION POUR RENFORCER LA SOLIDARITÉ MONTAGNARDE ?

Les montagnes sont un lieu de biodiversité (faune, flore), et sont source de vie/ressource, pour les autres régions. Les montagnes sont nourricières, produisant des produits de qualité, qui doivent trouver leur juste place dans les marchés locaux, nationaux, internationaux. Les montagnes sont hôtesse : elles accueillent les étrangers (touristes). Le tourisme doit être respectueux. Elles sont aussi des mères adoptives : des citoyens qui n'y sont pas nés deviennent montagnards par choix de vie

Forts de ces contacts :

Il nous faut bien réfléchir sur les spécificités de l'identité montagnarde en mettant en avant le poids démographique et l'importance des montagnes dans le monde (superficie et richesse des milieux)

Il nous faut prendre en compte notre diversité mais aussi notre unité montagnarde, pour faire reconnaître les spécificités et le droit à la différence des peuples de montagne.

Le patrimoine appartient aux habitants des montagnes. Il faut protéger nos ressources naturelles.

Nous devons nous organiser pour faire respecter les droits des peuples et organisations sociales. Les montagnards portent un message de fraternité et de solidarité mais cela ne veut pas dire qu'ils acceptent l'impunité pour les organismes et individus qui ont abusé de la montagne.

Nous voulons faire reconnaître le rôle de producteurs montagnards et leur forte capacité d'adaptation et d'innovation.

Il faut que soient reconnus nos savoir-faire spécifiques (valoriser nos produits) et la connaissance intime que nous avons de nos territoires (surtout les petits systèmes d'exploitation de la petite agriculture).

Les montagnards doivent être partie prenantes, décideurs de l'avenir de leurs territoires.

Il faut militer pour des politiques équitables de répartition des richesses naturelles et des revenus.

Actions et moyens

1) Rôle de promotion des richesses de la montagne

- Mettre en oeuvre des actions pour conserver de la vie et les habitants dans les montagnes
- Se doter de moyens de certification et de labellisation des produits de montagne de qualité. Appuyer les organisations locales
- Redonner la fierté aux montagnards et surtout les moyens économiques aux jeunes de rester vivre dans les montagnes.

2) Rôle politique

Chacun dans nos territoires et ensemble nous devons engager des actions de lobbying envers nos Etats pour que soient adoptées des lois qui reconnaissent les spécificités des montagnes.

Un enjeu important, c'est de s'assurer que nos Etats implantent et/ou renforcent les services publics de base, des infrastructures (écoles, routes, centres de santé, etc.) tout en respectant les milieux montagnards.

Au niveau international, nous devons pouvoir assurer une présence réactive au niveau des instances internationales décisionnelles pour l'avenir de la montagne.

Un des projets pourrait être de s'engager pour demander à la communauté internationale de créer un droit des peuples de montagnes sur le modèle des peuples autochtones.

3) Rôle de diffusion de l'information et de communication sur les montagnes

Nous désirons visibiliser les conflits, les luttes locales, les actions positives et les difficultés rencontrées dans les montagnes du monde.

La diffusion des travaux de l'APMM de manière plus large est un enjeu important à relever.

Les montagnards du monde doivent envisager de se mettre en lien grâce aux nouvelles technologies de communication (organiser des rencontres virtuelles)/Forum, site WEB.

4) Financement

Nous devrions, selon certains participants, d'avoir recours ou envisager sponsoring et l'aide privée, sous condition de conserver notre indépendance de parole et d'action.

ROLE ET STRUCTURATION DE L'APMM ?

STRUCTURATION

Un des enjeux serait de consolider l'APMM au niveau des pays et des régions en collaboration avec les organisations sociales déjà existantes et impliquées dans des problématiques similaires. L'APMM doit être une plateforme qui regroupe des associations, organisations, institutions, individus.

Il revient à l'APMM d'effectuer un travail de veille sur la problématique des montagnes, qui serait alimenté par tous les membres au niveau local.

L'idée de créer des centres régionaux qui seraient des laboratoires d'idées et d'action devra être réfléchi et mise en avant (conservatoires des savoirs faire locaux : recherche développement, amélioration des savoir-faire, formation, divulgation + activité d'organisation des populations de montagne)

UN AGENDA et des lignes de travail communes dans tous les massifs

Les participants s'interrogent pour savoir si l'APMM est un relais, une plate forme, un pôle de recherche et de mobilisation ? C'est assurément un lieu privilégié de communication interne entre les peuples de montagne.

Tous s'accordent pour dire que les membres de l'APMM doivent se doter de thèmes communs de travail et d'un agenda que chacun porte dans sa région, à son niveau.

FAVORISER LES COLLABORATIONS

Créer des alliances avec d'autres mouvements sur des thématiques qui nous sont communes

Associer les partenaires des autres territoires (plaines, etc.)

Favoriser la collaboration avec et entre les autorités locales (élus) des montagnes (régionalement et internationalement)- Echanger des expériences.

FONCTIONNEMENT

Mettre en place un système d'information et de communication. Il faut repenser la stratégie de communications de l'APMM et développer des moyens (internet) pour faire se rejoindre tous

les membres à partir de leurs propres massifs.

Avoir des membres actifs et des membres de soutien ou associés (sans droit de vote)

Certains trouvent important que le siège de l'APMM soit situé dans les montagnes et pas à Paris.

A l'international, les gens les plus mobiles (chercheurs, ONG), peuvent faire le lien entre le secrétariat et les massifs.

Les 3 collèges de l'APMM semblent important à conserver, mais avec beaucoup de souplesse, pour permettre à chaque région de structurer l'APMM (les collèges) en fonction des conditions locales.